

## Europe centrale: les raisons de la droitisation

PAR AMÉLIE POINSSOT  
ARTICLE PUBLIÉ LE JEUDI 2 JUIN 2016



Manifestation pro-européenne d'opposition au gouvernement polonais, mercredi 1er juin à Varsovie © Reuters

La Commission européenne a commencé à hausser le ton contre la Pologne. Mais plusieurs élections, ces derniers mois, ont vu des pays d'Europe centrale basculer vers une droite ultra. Mediapart a interrogé plusieurs spécialistes de la région.

Pologne, Croatie, Slovaquie. Dans chacun de ces trois pays d'Europe centrale, de récentes élections ont vu la droite la plus conservatrice l'emporter (Pologne, Croatie) ou une majorité à la rhétorique anti-migrants (Slovaquie) reconduite. En Hongrie, la position du très droitier Viktor Orban à la tête de l'exécutif depuis six ans s'est radicalisée : hostile au passage des réfugiés sur son territoire et au programme européen de « relocalisation » des migrants, le premier ministre hongrois a promis à ses électeurs un référendum sur ce sujet à l'automne. Repli sur soi, discours identitaire, lecture révisionniste de l'Histoire : ces gouvernements donnent à voir une *Mitteleuropa* rétrograde, à rebours des valeurs fondatrices de l'Union européenne.

Ce mercredi 1<sup>er</sup> juin, la Commission européenne a envoyé un signal fort : elle a exprimé son désaccord vis-à-vis de la conception de l'État de droit en vigueur en Pologne depuis l'arrivée du PiS (Droit et Justice) au pouvoir à l'automne dernier, faisant suite à **la procédure engagée en janvier**. L'indépendance de la justice polonaise, notamment,

est en question. Varsovie a deux semaines pour répondre aux préoccupations exprimées par l'exécutif européen.

Sur [mediapart.fr](http://mediapart.fr), un objet graphique est disponible à cet endroit.

Alors que les partis conservateurs progressent sur l'ensemble du continent, les droites d'Europe centrale offrent-elles une spécificité ? Pour répondre à cette question et définir leurs caractéristiques, Mediapart a consulté plusieurs spécialistes européens de la région.

### • Un rapport étroit à l'Histoire

Dans la plupart des pays d'Europe centrale, le débat historique sur leur attitude pendant la Seconde Guerre mondiale et la Shoah a tardé à venir – il a fallu attendre la chute des régimes communistes – ou n'a même pas encore eu lieu, **comme en Croatie**. Celui sur la période communiste reste en outre très politisé.

Pour le chercheur belge Jean-Michel de Waele, professeur en sciences politiques à l'Université libre de Bruxelles, cela conduit à une omniprésence des références historiques dans le champ politique : « *L'Histoire a été instrumentalisée pendant la période communiste et elle a été ré-instrumentalisée après : il y a une politisation de l'Histoire en permanence, c'est encore front contre front. En Croatie par exemple, si vous tentez de mettre en cause la collaboration pendant la Seconde Guerre mondiale, vous êtes aussitôt taxé d'activiste communiste !* »

Il faut dire que ces pays d'Europe centrale se sont construits sur des traumatismes historiques, rappelle le chercheur polonais Bartek Pytlas, en poste en Allemagne, à l'université de Munich : « *L'Histoire est convoquée pour légitimer en force des choix politiques, en particulier en Pologne et en Hongrie. Ainsi, sur la question de l'accueil des réfugiés, les dirigeants brandissent la nécessité de protéger la religion, la langue, ce qui fait l'unité du pays... pour éviter de retomber dans des divisions qui ont pu conduire dans le passé à la disparition de l'identité nationale, voire à l'éclatement de la nation.* »

### • La relecture de la transition postcommuniste

« *Alors que, depuis 1989, le danger communiste n'est plus un marqueur pour les droites d'Europe occidentale, souligne Jean-Michel de Waele, il reste*

*un marqueur fort pour les droites d'Europe centrale et orientale. » Quelques années après la chute du Rideau de fer, en effet, les formations héritières des anciens partis communistes reviennent au pouvoir. Très vite, des scandales de corruption éclatent, la libéralisation des économies d'Europe centrale avance à marche forcée... C'est en réaction à cela que les droites progressent.*

L'analyste slovaque Daniel Kral, basé à Londres, relève : *« On observe dans ces partis une volonté systématique de taper sur les élites de la transition postcommuniste, soupçonnées de collusion avec le monde des affaires, à qui l'on reproche aujourd'hui d'avoir accéléré l'adhésion à l'Union européenne. Pendant toutes les années de pré-adhésion, l'UE apparaissait comme un gage de succès. Puis, une fois l'intégration achevée, elle montre son vrai visage... Et aujourd'hui, embourbée dans des crises multiples, elle n'est plus le modèle que l'on attendait, elle a perdu la force attractive qu'elle possédait. »*

### « Conservatisme postcommuniste »

Même constat chez Frédéric Zalewski, de l'université Paris X-Nanterre, qui note cette volonté commune de reconquérir le pouvoir sur les milieux ex-communistes. *« Les droites d'Europe centrale ont ceci de particulier qu'elles ont dû se reconstruire entièrement dans les années 1990. Du coup, elles sont écartelées entre des référents importés et des tendances à revisiter les référents locaux, à réinvestir des nationalismes pour fournir des matériaux identitaires. »* L'enseignant-chercheur, qui a fait sa thèse sur le parti agrarien polonais, rejette l'étiquette « réductrice » de populisme pour qualifier cette droitisation, et préfère parler de « tournant néoconservateur » ou de « conservatisme postcommuniste » – un terme emprunté au sociologue hongrois Ivan Szelenyi. *« La caractéristique de ces droites, c'est qu'elles progressent sur un projet européen complètement désincarné, qui n'est plus du tout porteur. Maintenant que l'intégration européenne est passée, les horizons nationalistes retrouvent une force d'attraction. »*

### • Des partis au centre du jeu politique

Pour Bartek Pytlas, c'est dans la place qu'elles occupent au sein de leurs systèmes politiques respectifs que les droites dures d'Europe centrale se distinguent de droites extrêmes occidentales – et non dans leurs poids électoral, qui est *in fine* plus important à l'ouest. *« En Europe centrale, les droites radicales sont portées par des partis mainstream, qui avec leur discours nationaliste et anti-migrants occupent en réalité le terrain de l'extrême droite. Le nationalisme est complètement intégré dans le système politique, il n'y a pas de tradition de cordon sanitaire. »*

Dans ce contexte, la démarcation gauche/droite semble peu opérante. Frédérique Zalewski le souligne : *« On ne peut pas analyser cette poussée conservatrice avec les labels partisans. La politique menée par les sociaux-démocrates en Slovaquie montre d'ailleurs que la catégorie "gauche" n'a plus tellement de sens. C'est lié au fait que les partis en Europe centrale sont plutôt dans une logique de parti au pouvoir, moins structurés doctrinalement, avec des bases électorales plus fragiles qu'à l'ouest. Mais c'est aussi lié à un contexte plus général : au-delà des différences historiques avec les systèmes politiques occidentaux, on retrouve à l'est les mêmes tendances qu'ailleurs sur le continent. La crise idéologique de la social-démocratie est européenne. En ce sens, je ne vois pas de différence fondamentale entre le PiS polonais et le FN français. Tous deux ont adopté un discours social et sont en capacité de séduire un électorat parce qu'en face, il n'y a personne. Ils parviennent en quelque sorte à résoudre l'équation entre État social et État national sur laquelle les partis traditionnels ont échoué. À ce titre, il ne faut pas "exotiser" l'Europe centrale. »*

### • Le modèle de la « démocratie illibérale »

Viktor Orban commence à invoquer le concept de « démocratie illibérale » à l'été 2014. Ce concept semble irriguer aujourd'hui l'ensemble des droites conservatrices de la région. Pour Jean-Michel de Waele, il s'agit en effet de « mouvements postdémocratiques à la recherche de modèles de type autoritaire comme la Turquie d'Erdogan ou la Russie de Poutine ». Certes, le gouvernement polonais reste fondamentalement antirusse en raison de l'histoire

particulière des relations entre ces deux pays, mais l'attrait de Moscou est manifeste du côté des dirigeants hongrois et slovaque, Viktor Orban et Robert Fico (pour plus d'informations sur les différences entre les droites polonaise et hongroise, retrouver **notre article** publié en décembre dernier). « *L'idée dominante est celle d'un pouvoir fort, où le principe de l'identité nationale prévaut sur tout le reste* », résume le chercheur belge. De fait, en Hongrie, en Pologne et en Croatie, les politiques mises en œuvre se ressemblent, notamment la tentative de mettre au pas les médias.

Bartek Pytlas refuse toutefois de parler de formations « *antidémocratiques* » : selon lui, ce sont des partis qui aspirent à changer la signification du terme « *démocratie* ». « *Pour eux, il y a les groupes qui peuvent en faire partie, et les autres. C'est une conception ethnique de la démocratie, où les minorités n'ont pas voix au chapitre. On n'est pas dans un schéma dictatorial. Le PiS en Pologne continue d'endosser les valeurs démocratiques. Mais il les tord pour aller dans le sens de cette "démocratie illibérale" promue par Orban.* » D'autant que le discours d'Orban, souligne le chercheur polonais, n'a pas seulement vocation à défendre l'identité hongroise, il porte également une interprétation de ce qu'est l'Europe : « *Orban se voit comme le protecteur d'une identité européenne supposée blanche et chrétienne.* »

Dans le cas de la Slovaquie, où l'exécutif est dirigé par le parti social-démocrate (SMER), la tendance est similaire, bien que moins idéologique. « *Fico est une combinaison de nationalisme ethnique et de valeurs conservatrices*, estime l'analyste slovaque Daniel Kral. *Mais c'est avant tout un homme de pouvoir, un parfait populiste, très doué pour flatter ses électeurs.* »

## Des partis sociaux-démocrates en ruine

### • Des sociétés « *monoethniques* » et plus traditionnelles

Ivan Krastev, chercheur bulgare actuellement en poste à l'Institut des sciences de l'homme à Vienne, estime qu'il y a « *un facteur sous-estimé dans les analyses* » : « *Les sociétés d'Europe centrale et orientale sont*

*beaucoup plus homogènes qu'à l'ouest, on y observe une peur de perdre sa langue, sa culture face à l'arrivée éventuelle de migrants.* »

Jean-Michel de Waele insiste également sur ce point. « *Ce sont des sociétés qui ne sont pas du tout multiculturelles*, dit-il. *La peur de l'étranger est d'autant plus forte qu'il n'y a pas d'étranger, la peur du musulman d'autant plus forte qu'il n'y a pas de musulman.* » À quelques nuances près – l'islam existe en Pologne, où vit une communauté tatare depuis des siècles et où de nombreux Tchétchènes ont trouvé refuge dans les années 2000 ; et des communautés juives existent dans tous ces pays, même si elles ont été décimées par la Shoah –, ces pays ne connaissent pas, aujourd'hui, une grande mixité.

Manque de mélange... et manque d'ouverture. Les sociétés d'Europe centrale, rappelle Bartek Pytlas, sont gouvernées par des valeurs plus traditionnelles qu'à l'ouest – voir la législation sur l'avortement (extrêmement restrictive en Pologne) et celle sur les couples homosexuels par exemple. Le discours traditionaliste fait donc partie du logiciel de droite. « *Mais ce n'est qu'une différence de façade avec les droites occidentales. Si le Front national en France s'ouvre aujourd'hui aux électeurs homosexuels, c'est parce qu'il essaie de s'immiscer dans la société qui l'entoure. En réalité, il poursuit le même objectif que les droites dures d'Europe centrale : s'opposer aux cultures musulmanes.* »

C'est d'ailleurs aussi en termes de réaction aux valeurs européennes libérales qu'il faut lire la progression de ces droites conservatrices, estime Daniel Kral. Reconnaissance des droits LGBT, des droits des minorités – et en particulier de la communauté rom : ces conquêtes ont été réalisées grâce à l'intégration européenne. « *C'était l'"acquis communautaire". Mais la population en général et les élites elles-mêmes ne partageaient pas réellement ces valeurs et ne se les sont jamais appropriées. Il n'y a pas de culture politique sur ces questions-là.* »

En fait, ce sont surtout des pays où les sociétés sont clivées, estime Frédéric Zalewski : « *Il y a d'un côté les élites urbaines, complètement occidentalisées*

et acquises aux valeurs de tolérance, et de l'autre, des masses rurales encore assez traditionnelles et susceptibles de succomber à la peur. La politique identitaire, dans ce contexte, ça fonctionne. »

• **Des droites dures qui constituent la seule alternative pour un électorat désabusé**

« Ces droites nationalistes d'Europe centrale ont en commun d'apparaître comme des alternatives au système en place, dans des paysages où il n'y a pas vraiment d'alternative politique, souligne Jean-Michel de Waele. C'est particulièrement le cas en Pologne, où le PiS s'est accaparé la critique de l'ultralibéralisme, et a remporté les élections sur un projet social. » Dans la plupart des pays d'Europe centrale, les partis sociaux-démocrates, assimilés aux élites postcommunistes, sont en ruine. À l'exception de la Slovaquie où le SMER au pouvoir n'a de social-démocrate que le nom, la gauche a été balayée ici et là dans les derniers scrutins.

En Pologne, le SLD n'a même pas obtenu un siège de député **aux législatives d'octobre...** « Si la droite libérale de Plateforme civique n'a de programme que son bilan des huit ans passés au pouvoir, si le parti social-démocrate n'existe plus en tant que force d'opposition, le PiS ne va pas quitter la scène polonaise de sitôt ! En Pologne comme ailleurs en Europe centrale, ceux qui parlent le plus fort et proposent quelque chose de réellement différent, ce sont les droites identitaires. La gauche n'a pas réussi à exister comme force de contestation, de transformation sociale. »

**Crise de la solidarité européenne**

Beaucoup d'observateurs ont vu dans le succès du PiS en Pologne la revanche des perdants de la transition économique de ces vingt-cinq dernières années, ou dans le vote SMER en Slovaquie l'expression des régions délaissées par le développement économique de leur pays. Mais pour Bartek Pytlak, ces succès électoraux résultent aussi d'une adhésion de certaines élites. « Nous ne sommes pas dans le schéma d'une "pathologie normale" découlant d'une crise économique, où les populations en marge de la société se radicaliseraient, situation qui serait résorbée dès

lors que le pays remonterait la pente. Nous sommes dans un schéma où la "pathologie" est au cœur de la société et peut toucher aussi des catégories favorisées. Je ne crois pas qu'il faille expliquer la progression de ces droites autoritaires par un supposé manque de culture démocratique dans ces pays. Je crois en revanche qu'une extrême droite en position de gagner ailleurs sur le continent [en Autriche, **elle est passée à 31 000 voix près de la victoire à la présidentielle** – ndlr] contribue fortement à la légitimation de ces droites dures d'Europe centrale. »

• **La responsabilité de l'Union européenne**

Faut-il le rappeler ? Le Fidesz de Viktor Orban n'a jamais été condamné par les institutions européennes. Jean-Michel de Waele : « Le Fidesz, membre du Parti populaire européen (PPE), a été protégé par les principales formations de droite européennes, et la droite française a joué un rôle incroyable dans la légitimation d'Orban en refusant de le sanctionner. Si la Pologne est mise à l'index aujourd'hui, c'est bien parce que le PiS n'est pas membre du PPE. » Le PiS, de fait, siège au sein du groupe « conservateurs et réformistes européens » au Parlement européen (avec, entre autres, les conservateurs britanniques). Il a donc beaucoup moins de soutiens à Bruxelles. Alors que le HDZ croate fait, lui aussi, partie du PPE...

« Il est ahurissant de voir aujourd'hui un **ministre croate tenir des propos révisionnistes** sans que cela ne suscite de réaction des autorités européennes, poursuit l'universitaire belge. De la même manière que Robert Fico a pu tenir des propos orduriers à l'égard des migrants ; les attitudes de ces gouvernements suscitent bien peu de réactions à Bruxelles. » Le parti de Robert Fico, le SMER, est membre du PSE, le Parti socialiste européen. Il en avait été suspendu en 2008, mais il a depuis réintégré ses rangs...

• **La résurgence du clivage Est/Ouest**

Conséquence de cette nouvelle configuration politique au cœur du continent, les désaccords sont de plus en plus significatifs à Bruxelles. « Le clivage Est/Ouest est en train de réapparaître de façon très nette, estime Jean-Michel de Waele. Aujourd'hui nous reviennent avec force à la figure des différences que l'on

*avait voulu gommer pour accélérer l'élargissement. La majeure partie des citoyens d'Europe centrale attendaient de leur adhésion à l'UE un grand marché. La vision de l'État-providence européen n'était pas partagée. Les élites de ces pays n'en ont jamais parlé : elles avaient plutôt en tête le modèle américain... Ce ne sont pas des sociétés de partage et de solidarité, alors que la solidarité est précisément à la base du projet européen. »*

De fait, pour Bartek Pytlas, c'est bien à une crise de la solidarité européenne que le continent fait face aujourd'hui. « *La crise grecque, la crise des migrants... Ce sont des symptômes d'une crise de légitimité de l'Europe de la solidarité* », dit-il. Cette droitisation de l'Europe centrale a pour effet de rendre « *encore plus improbable l'ébauche d'une solution durable sur la question des réfugiés* ». Et c'est précisément la Slovaquie – pays qui est allé jusqu'à la Cour européenne de justice pour contester le système de “quotas” de répartition des réfugiés – qui s'apprête à prendre, le 1<sup>er</sup> juillet prochain, la présidence tournante de l'Union européenne...

Faut-il voir dans cette poussée conservatrice un mouvement inéluctable ? Pas sûr, tant les sociétés civiles, comme en Pologne, ont parfois des ressources insoupçonnées (voir à ce sujet les très instructifs récits de Jean-Yves Potel **dans le Club de Mediapart**). Mais une chose est certaine : cette droitisation de l'Europe centrale ne va pas s'évaporer de sitôt.

C'est une affaire de génération, pense Ivan Krastev. Selon le chercheur bulgare, il faut en effet penser l'évolution politique de ces pays intégrés dans l'UE en 2004 – et en 2013 pour la Croatie – comme le passage à une deuxième génération d'immigrés. « *De la même manière que des enfants d'immigrés vont avoir tendance à être plus intégrés, mais aussi plus conservateurs que leurs parents, les politiciens d'Europe centrale sont aujourd'hui plus à droite que leurs prédécesseurs, qui – tels Bronisław Geremek en Pologne – avaient négocié l'adhésion de leur pays à l'UE et dont le cœur battait plutôt à gauche.* »

**Directeur de la publication** : Edwy Plenel

**Directeur éditorial** : François Bonnet

**Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).**

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 28 501,20€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Gérard Cicurel, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Marie-Hélène Smiéjan, Thierry Wilhelm. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doga, Société des Amis de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

**Courriel** : contact@mediapart.fr

**Téléphone** : + 33 (0) 1 44 68 99 08

**Télécopie** : + 33 (0) 1 44 68 01 90

**Propriétaire, éditeur, imprimeur** : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 28 501,20€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.